



HDIM.NGO/318/08
6 October 2008

Varsovie,
Le 6 octobre 2008

Session de Travail 11 : Questions humanitaires et sur les migrants

Les immigrants légaux sont confrontés à des questions décisives au sujet de leur avenir et de leur place en Europe. L'Europe inclusive dont ils rêvent tarde à s'exprimer dans le concret et les exclusions comme les atteintes à leur intégrité ne cessent de se développer. Les différentes campagnes lancées par les organisations internationales n'allègent en rien le poids des rapports des organismes de lutte contre le racisme et les discriminations nationales et internationales.

Parler du respect et de la compréhension mutuelle quand l'intégrité physique est touchée consiste uniquement à se voiler la face. Les sociétés occidentales ont été reconstruites après la seconde guerre mondiale grâce au travail des immigrants. Ce n'est sûrement pas de cette façon que les sociétés d'accueilles devaient remercier leurs hôtes, en les excluant, les stigmatisant, rendant plus dure la cohabitation, rendant impossible la participation, en leur refusant le droit à l'égalité et à la citoyenneté.

Les discours qui appartenaient jadis à des formations d'extrêmes droites sont désormais repris par certains partis traditionnels. En période électorale, les surenchères sur les minorités deviennent quotidiennes et touchent la société dans son intégralité. Les responsabilités sont désormais partagées entre des hommes politiques experts dans l'art de cultiver le populisme et ne craignant pas de repousser les limites du politiquement correct, certains médias et une partie de la société. Il est question d'une dérive démocratique inacceptable, à condamner d'urgence, et pourtant, la tendance est au développement de cette dérive.

Nous ne voulons pas créer une ambiance catastrophique en déclenchant une peur trop forte. Nous appelons à plus de vigilance sur les thématiques stigmatisant les minorités culturelles et ethniques voire confessionnelles de la part des décideurs politiques. Pourtant les Etats font le contraire de ce que nous attendons d'eux. A titre d'exemple, nous aimerions bien savoir sur quelles logiques repose la limitation de budget que nous constatons à l'ODIHR qui pourtant est devenue en quelques années un acteur incontournable de réponses à ces questions. L'éducation, la formation et le suivi ne peuvent être complémentaires et efficaces que par le biais de telles institutions. Nous n'avons pas vocation à devenir prophète dans votre pays en vous donnant des conseils et des recommandations déplacées. Nous vous prions tout simplement, à l'occasion de cette session, de ne pas abandonner l'ODIHR et de lui donner les moyens de continuer ses efforts. De plus, les ONG des immigrants d'Europe de l'Ouest qui représentent la diversité culturelle doivent être mieux soutenues notamment au niveau financier afin qu'ils puissent participer à ces réunions. En conclusion, la table ronde que nous avons tenue tout à l'heure sur le développement des plateformes anti-immigrants en Europe nous a, s'il le fallait, rappelée sur la nécessité du renforcement et du soutien aux organisations telles que l'ODIHR. Ce sont grâce aux fonds que vous délivrerez que des méthodes éducatives et des solutions seront développées. J'aimerais faire un appel à mon pays, la France qui conduit la présidence actuelle de l'Union Européenne de poursuivre les efforts de soutiens à l'ODIHR, et qui nous a permis avec d'autres pays comme les USA et la Turquie de réaliser des formations thématiques très utiles.

En espérant que ces réunions nous permettront d'être mieux entendus, nous croyons en un avenir meilleur.

Veysel FILIZ
Vice Président